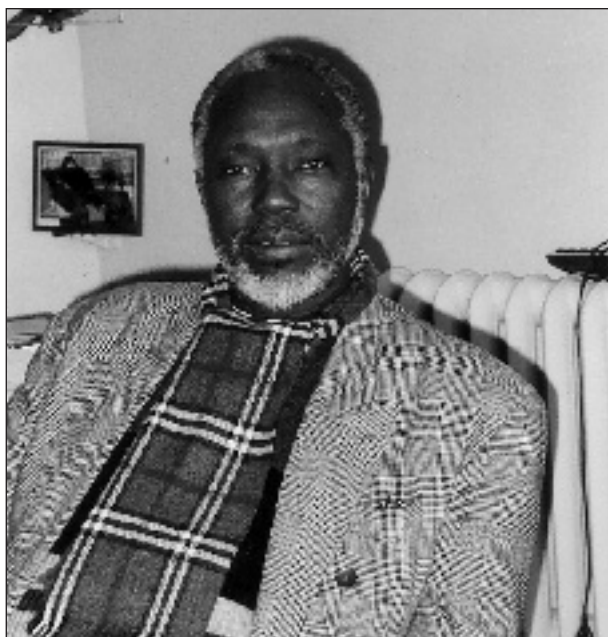


Rencontre avec des cadres paysans

Tirillées entre des orientations souvent imposées de l'extérieur par, des bailleurs de fonds, les défis de la compétitivité internationale et des contraintes économiques nationales, les organisations de producteurs doivent aussi tenter de s'affirmer pour répondre aux attentes de leurs membres. Entre coexistence de différents modèles d'agriculture, primauté des filières ou défense du petit paysannat, la marge de manœuvre n'est guère facile. Quelques cadres paysans nous parlent de leurs priorités au quotidien.

Mamadou Cissokho

**« Les paysans doivent s'unir
pour refuser les hégémonies »**



Au moment où nous mettons sous presse, nous avons appris que Mamadou Cissoko venait de passer la main de la présidence du CNCR*. A cette grande figure du combat paysan africain, nous souhaitons plein succès dans ses nouvelles activités. Son successeur est Mamadou Sall.

Né en 1993, le CNCR regroupe environ 4 millions de personnes dispersées dans 1500 villages du Sénégal. Le problème avec des organisations comme la nôtre est qu'il est difficile de parler à des gens qui vivent au jour le jour dans une grande pauvreté. Préoccupés par toutes les pressions qui pèsent sur leur survie, ils sont loin des problèmes mondiaux. Or le CNCR doit aussi penser en termes de stratégie et de positionnement au niveau mondial, face aux débats sur l'agriculture et la mondialisation qui se déroulent au niveau international. Nous ne pouvons pas rester en marge de ces discussions dont les effets se répercutent sur nos activités.

Outre ce dénuement des masses paysannes africaines, les défis qui se posent à nous sont de différents ordres.

Ainsi, le grave problème que nous connaissons en Afrique, ce sont les guerres civiles qui cassent les paysans en premier lieu. Ils sont les premiers bombardés et obligés de quitter leurs champs, les premiers démunis à aller grossir le lot des réfugiés qui s'entassent aux frontières de différents pays. Tous ces conflits représentent une importante préoccupation pour notre évolution.

Autre point, la Banque mondiale qui cherche toujours à imposer aux États

une intensification de l'agriculture, fait de la mécanisation et de la modernisation un objectif incontournable. Or en Afrique, c'est la famille qui exploite la terre. Les sols sont pauvres et fragiles ; ce qui constitue un facteur de crise car ils ne supporteront pas une mécanisation poussée. Or si les paysans sahéliens perdent leur terre et leur activité agricole, ils n'ont plus rien d'autre. En occident, les paysans obligés d'abandonner leur activité peuvent s'employer dans l'industrie, mais chez nous non. Il n'y a pour le moment aucune solution de rechange pour absorber cette main d'œuvre paysanne.

Il faut donc tenir compte de cette réalité à laquelle on est confronté et tout faire pour éviter l'asphyxie des villes par un tel exode rural. Au niveau du CNCR nous nous battons dans certaines instances pour faire admettre que compte tenu de nos spécificités, l'exploitation familiale peut être une réponse à la modernisation. Et c'est une tâche difficile car elle est à contre-courant de la position des bailleurs qui, en poussant les États à réduire les superficies, aboutissent à casser cette dynamique paysanne qui au moins nourrit les gens. C'est pour cela que les paysans du monde entier, et de nos pays africains en particulier, doivent s'interroger sur leur fonction et s'unir pour refuser ces hégémonies qui risquent de détruire complètement leurs modes de vie. ■

Propos recueillis par Sylvia Serbin

* Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Sénégal)